

**MAIRIE
DE
PONTCARRE**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT - 7

28.FEV.2000

COURRIER ARRIVÉ

29.FEV.2000 N° 2000/02

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation

1er FÉVRIER 2000

Date d'affichage

1er FÉVRIER 2000

Nombre de Conseillers

En exercice : 18

Présents : 10

Votants : 15

OBJET :

**RENOUVELLEMENT
DU DROIT DE
PRÉEMPTION
URBAIN SUR LE TER-
RITOIRE COMMUNAL
(POS RÉVISÉ ET
APPROUVÉ LE
21/12/99)**

L'an deux mille

le cinq février à dix heures trente minutes

Le Conseil Municipal,

légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la
présidence de Monsieur Norbert ALISÉ.

Etaient présents : Mrs C. MACLE, T. SALVAGGIO, G. LECOINTRE, H. RAULIN
B. BERTHUIT, Mme C. SAMSON, M. Cl. FRANÇOIS, Mmes C. TOURNUT,
S. JEANJEAN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents représentés : Mme D. BERTOLANI par M. G. LECOINTRE, M. Ph DANGER,
par M. Cl. MACLE, Mme F. MAITRE par M. Cl. FRANÇOIS, M. Jean-Paul BARRAGUE
par Mme C. TOURNUT, M. S. BLADIE par M. C. SAMSON.

Absents non représentés : M. B. LANDRY, M. Jean-Luc DUBOURG,
M. D. THOUVENOT

Madame TOURNUT a été élue secrétaire.

Vu la délibération en date du 30 juin 1992 instituant un droit de préemption urbain
simple sur le territoire communal ;

Vu l'approbation du P O S de Pontcarre, en révision, en date du 21 décembre 1999 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles
L 2121-24 et L 2122-22-15° ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants
L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants ;

Vu le POS révisé et approuvé par délibération du conseil municipal en date du
21 décembre 1999 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 septembre 1995 donnant
délégation au maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption
urbain ;

Considérant l'intérêt pour la commune de renouveler le droit de préemption simple
sur les secteurs du territoire communal lui permettant de mener à bien sa politique
foncière ;

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur ;

Après en avoir délibéré ;

Décide de renouveler le droit de préemption urbain simple sur les secteurs
du territoire communal inscrits en zone U et NA du POS.

Rappelle que le maire possède délégation du conseil municipal pour exercer au nom
de la commune le droit de préemption urbain.

**MAIRIE
77135 PONTCARRE
17.MAR.2000
COURRIER REÇU**

Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département, qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du Code de l'Urbanisme.

Dit qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intention d'aliéner, les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Adopté à l'unanimité.

Pour Extrait Certifié Conforme

Le Maire,




N. ALISE